

“NOUS DISTRIBUONS 142 MILLIONS DE REPAS!”



Toujours plus de bénéficiaires, des coûts de denrées qui explosent, des bénévoles eux-mêmes menacés par l'inflation... Patrice Douret, président des Restos du Cœur depuis janvier 2021, partage avec nous son regard, ses espoirs et ses craintes.

Le Jas : Dans son rapport 2022, *Le Secours catholique* constate que 48 % des ménages qui ont sollicité son aide sont dans l'incapacité de couvrir leur dépense alimentaire quotidienne. Dans ce contexte, comment abordez-vous votre 38^e campagne ?

Patrice Douret : Nous n'avons pas l'habitude de baisser les bras et nous serons donc au rendez-vous que l'on attend de nous. Et puis, nous sommes nés de l'idée d'un clown et *Les Restos* se doivent de rester des lieux chaleureux, porteur d'espoirs pour que celles et ceux qui viennent nous voir repartent plus forts qu'à leur arrivée. Cela ne signifie pas que nous n'avons pas d'inquiétudes. L'inflation inédite que l'on connaît touche durement les plus modestes. Fin novembre, nous constatons déjà une hausse de 12 % des personnes inscrites, dont 15 % de familles en plus. Ce sont des gens en très grande précarité : sur plus d'un million de personnes accueillies chez nous, 60 % vivent en dessous de la moitié du seuil de pauvreté, soit avec moins de 551 € par mois.

Le Jas : Quelles sont les conséquences de l'envolée des prix sur vos stocks, vos coûts de fonctionnement et vos activités ?

P. D. : Nous achetons plus du tiers de ce que nous distribuons gratuitement et nous constatons une hausse de prix de 15 % à 20 %. Nous ne réduisons pas la quantité de nos achats pour autant. Ce sont des produits de base ou de première nécessité dont les gens ont impérativement besoin. À ce jour, nous avons peu de problèmes de stock, mais cela peut vite changer. Pour tenir sur la durée, nous comptons plus que jamais

sur la générosité des Français. Nous traquons aussi toutes les économies de fonctionnement possibles. Nous avons estimé à 5,5 millions d'euros la hausse de nos coûts de gaz et électricité sur les trois prochaines années pour nos quelque 2 200 locaux, 100 entrepôts et équipements très consommateurs en électricité, comme le sont les chambres froides. Heureusement, un fournisseur d'énergie a accepté de signer avec nous un contrat-cadre qui devrait nous permettre de limiter cette hausse à 2,5 millions d'euros.

Le Jas : La crise amène-t-elle déjà vers vous de nouveaux publics ?

P. D. : Nous recevons toujours beaucoup de jeunes de moins de 25 ans qui constituent la moitié de nos bénéficiaires. Et nous constatons une augmentation significative (+ 25 %) du nombre de petits de 0 à 3 ans auxquels nous venons en aide, soit 110 000 bébés. Avant le début de l'inflation, nous nous étions fixé l'objectif d'apporter, d'ici trois ans, 100 % de l'aide alimentaire dont ont besoin ces tout petits. Malgré la crise, nous maintenons cette ambition. C'est aussi une façon de sécuriser la quantité et la qualité de ce que va manger le bébé pendant ses premiers mois de vie. Nous mènerons en parallèle des actions de conseils, formations, accompagnement budgétaire, etc. en direction de ces mamans pour les aider à sortir de la précarité.

Le Jas : Craignez-vous une baisse des dons ou un moindre investissement de vos bénévoles ?

P. D. : Nous craignons, en effet, les deux phénomènes. Pour l'instant, nous n'avons pas constaté de diminution



© Rolando Quintas

sensible des dons, dons qui assurent 75 % de notre fonctionnement. Mais beaucoup de nos donateurs sont eux-mêmes des personnes modestes. Seront-ils tous demain en capacité de faire preuve d'autant de générosité ? Par ailleurs, certains de nos bénévoles ont déjà des difficultés à payer leur carburant pour assurer leur engagement avec nous. Les frais de déplacement des bénévoles des associations ouvrent droit à une réduction d'impôts, mais bon nombre d'entre eux ne payent pas d'impôt et ne bénéficient donc pas de cette mesure fiscale. Nous demandons, une fois encore, à l'État de transformer cette réduction en crédit d'impôt. Cela éviterait de défavoriser les bénévoles les plus pauvres qui finiront par ne plus avoir les moyens de donner leur temps. Cela aurait, bien sûr, un coût pour l'État, mais n'oublions pas que lorsque celui-ci accorde 1 euro d'argent public aux *Restos du Cœur* nous déployons l'équivalent de 5 ou 6 euros d'actions sociales.

Le Jas : Quelles sont vos relations avec les collectivités locales, mairies, départements, régions ?

P. D. : Nos rapports sont toujours très bons. Ce sont de véritables partenaires avec qui les relations se sont renforcées lors de la crise sanitaire. Par exemple, de nouveaux approvisionnements en produits locaux et de circuits courts se sont mis en place pendant cette période. Par ailleurs, près de 80 % des locaux que nous utilisons sont mis à notre disposition par les collectivités locales et tout particulièrement par les mairies. Et, puisque nous renforçons nos actions en direction de la petite enfance, il va falloir que

chacun de nos 2 200 centres soit doté d'un espace dédié à la petite enfance. Ce développement ne se fera qu'avec l'aide de collectivités locales.

Le Jas : La société française semble de plus en plus clivée et marquée par des antagonismes forts. Constatez-vous une stigmatisation des personnes précaires ?

P. D. : C'est vrai, on entend parler d'assistanat, on voit des personnes pointées du doigt pour leur condition sociale... Ceux qui formulent de telles remarques se rendent-ils compte à quel point il est difficile de franchir nos portes ? Beaucoup ont honte de devoir demander de l'aide et cachent à leurs propres enfants qu'ils font appel aux associations. Cette stigmatisation conduit certaines familles à retarder le moment où elles vont demander de l'aide, au risque de voir leurs conditions de survie se dégrader dramatiquement. Bien sûr, les stigmatisations nous révoltent, mais les débats de nature idéologiques n'ont pas leur place chez nous. L'accueil inconditionnel est l'une des valeurs fondamentales que nous a laissées Coluche. Qu'elle ait traversé la rue ou cinq frontières, la personne sera accueillie avec la même fraternité.

Le Jas : L'aide cruciale des associations aux plus démunis est l'un des symptômes, au mieux, de dysfonctionnements des politiques publiques, au pire, d'un abandon d'une partie de cet enjeu au secteur associatif. Quel regard portez-vous sur cela ?

P. D. : *Les Restos* comme les autres associations ont une action essentielle pour la collectivité. Quand Coluche a lancé l'association, il a distribué 8 millions de repas. Aujourd'hui, nous en distribuons 142 millions ! Nous ne sommes pas des travailleurs sociaux, qui font d'ailleurs un travail exceptionnel, mais nous sommes complémentaires à leurs missions. Nous avons signé des conventions avec les caisses et organismes de Sécurité sociale, car notre rôle est aussi d'orienter nos bénéficiaires vers des acteurs de la puissance publique qui pourront les aider d'autres manières. La puissance publique ne pourrait plus faire sans nous, voilà pourquoi j'insiste pour que l'État reconnaisse le bénévolat et qu'il mette en place ce crédit d'impôt. J'attends aussi qu'il réponde présent à son tour si, dans les prochaines semaines, nous rencontrons des difficultés d'approvisionnement. ■

www.restosducoeur.org